

La 15^e réunion du Réseau des points focaux de gouvernement du Mouvement SUN a eu lieu entre le 16 et le 31 mars 2014. Il s'agissait d'une réunion de deux heures centrée sur dix téléconférences dont cinq étaient en anglais, quatre en français et une en espagnol.

Il y avait en tout 336 participants venant de 48 pays : [Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Comores, République du Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, El Salvador, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée-Bissau, Guinée Conakry, Indonésie, Kenya, République kirghize, République démocratique populaire lao, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigeria, Pakistan, Pérou, Philippines, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Sud du Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Tanzanie, Togo, Ouganda, Yémen, Zambie, Zimbabwe] et de l'État du Mahārāshtra (Inde). Les participants en provenance d'Haïti, de Somalie, du Sri Lanka et du Vietnam n'ont pas pu être présents. Au total, 48 % des participants étaient des fonctionnaires, 27 % provenaient d'entités des Nations Unies, 12 % des organisations de la société civile et du monde universitaire et 3 % des agences de donateurs bilatéraux.

L'ordre du jour de la réunion était le suivant : 1) Discussion sur la contribution de l'agriculture, des systèmes alimentaires et de la protection sociale au renforcement de la nutrition ; et 2) Échange de vues sur les grandes priorités du Secrétariat du Mouvement SUN en 2014. Le présent procès-verbal de la réunion fait la synthèse des travaux de l'ensemble des dix séances de la réunion.

1) CONTRIBUTION DE L'AGRICULTURE, DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DE LA PROTECTION SOCIALE AU RENFORCEMENT DE LA NUTRITION

Le thème de cette réunion était « Contribution de l'agriculture, des systèmes alimentaires et de la protection sociale au renforcement de la nutrition ». Les points focaux SUN des gouvernements et d'autres participants venant des plateformes nationales multi-acteurs, étaient invités à examiner les questions suivantes :

1. **Engagement** : Comment les parties prenantes travaillant dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection sociale collaborent-elles dans les mécanismes de coordination de la nutrition/les plateformes multi-acteurs du Mouvement SUN ? Cette collaboration a-t-elle évolué ou s'est-elle accentuée au cours de l'année écoulée ?
2. **Planification commune et résultats** : Comment les questions d'alimentation et d'agriculture ainsi que de protection sociale sont-elles abordées dans les processus de planification de la nutrition ? Utilisez-vous un ensemble unique d'objectifs cibles en matière de nutrition pour les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection sociale ? Ont-ils identifié des cibles spécifiques et ces objectifs sont-ils reflétés dans le plan national d'action sur la nutrition/cadre commun de résultats du Mouvement SUN ?
3. **Exemple** : Pouvez-vous donner un exemple de la façon dont les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et/ou de la protection sociale travaillent en synergie avec d'autres secteurs pour obtenir des résultats en matière de nutrition, soit au niveau de l'élaboration des politiques et/ou au niveau décentralisé ? (Ces exemples peuvent être utiles pour la préparation de l'ICN2)
4. **Défis** : Quels sont les principaux défis auxquels votre pays est confronté en termes d'amélioration de la coordination pour la nutrition entre les secteurs de l'agriculture, de la

protection sociale et de la santé ? Existe-t-il des opportunités à saisir pour relever ces défis ?

Le contexte de la réunion était le suivant : Les approches multisectorielles qui visent à s'attaquer aux causes sous-jacentes de la malnutrition impliquent une action intégrée qui engage plusieurs secteurs, notamment ceux de l'alimentation et de l'agriculture, de la protection sociale, des affaires féminines et de la santé.

Veiller à ce que les femmes aient accès aux ressources productives, aux possibilités de revenu, aux services de vulgarisation et d'information, au crédit, à l'emploi et aux technologies permettant de gagner du temps, et qu'elles soient également soutenues dans leurs rôles de mères et d'encadreurs, est un élément fondamental permettant d'optimiser la contribution des systèmes d'alimentation, de l'agriculture et de la protection sociale à l'amélioration de la nutrition.

Il est attendu des secteurs responsables de l'alimentation et de l'agriculture qu'ils permettent aux populations d'accéder aux aliments dont elles ont besoin pour assurer leur bonne nutrition, tout en contribuant à la croissance économique. Il faut donc s'assurer que des aliments diversifiés, sécurisés et nutritifs sont disponibles pour la consommation des populations tout au long de l'année, à un prix abordable, et en même temps que ces populations peuvent avoir accès à ces aliments au moment où elles en ont le plus besoin. Ils devraient également atténuer les effets négatifs que certaines politiques et interventions agricoles et alimentaires peuvent avoir sur la nutrition.

La sécurité alimentaire et nutritionnelle à long terme peut être assurée en encourageant l'utilisation efficace des ressources naturelles dans les systèmes de production alimentaire — afin de s'assurer que les systèmes alimentaires et agricoles sont à la fois durables et ont un impact positif sur la sécurité alimentaire des populations et leur nutrition.

Les politiques et programmes agricoles et alimentaires peuvent être orientés pour contribuer aux besoins nutritionnels de la population par la promotion de la production d'aliments riches en éléments nutritifs (par exemple les fruits, les produits horticoles, les légumineuses, les produits d'élevage et les poissons) : il peut s'agir de la promotion de produits diversifiés, dont certains aliments nutritifs sous-utilisés et (peut-être) oubliés. Il peut également s'agir d'une production accrue de cultures biofortifiées avec des nutriments.

Les politiques et les programmes alimentaires et agricoles peuvent également encourager les systèmes de transformation (y compris la préservation des produits riches en énergie et en éléments nutritifs et des produits enrichis en nutriments), ainsi que des systèmes de stockage de la nourriture qui réduisent les pertes, maintiennent la valeur nutritionnelle et limitent la contamination par des agents pathogènes (tels que les aflatoxines). Les systèmes de stockage peuvent également diminuer l'impact des variations saisonnières sur la capacité des personnes à accéder aux aliments nutritifs dont ils ont besoin. Les systèmes de transformation peuvent aussi contribuer à rendre les aliments sains plus pratiques et moins prenants en temps de préparation — tout en veillant à la sécurité des produits alimentaires.

À mesure de la disponibilité des moyens, les besoins en énergie et les aliments riches en nutriments des personnes ont tendance à s'augmenter : cette transition alimentaire crée également de nouveaux marchés pour de nouveaux produits alimentaires transformés et spécialisés : la demande du marché contribue à la transformation des systèmes alimentaires. En règle générale, cette transformation entraîne deux défis à relever. Premièrement, certaines personnes mangent des quantités excessives d'aliments riches en énergie (contenant des niveaux élevés de sucres et de graisses) ce qui entraîne un

surpoids ou même l'obésité : l'obésité à tous les âges, mais particulièrement dans l'enfance, est à la hausse et présente des inconvénients majeurs de santé qui se prolongent dans l'âge adulte. Deuxièmement, certaines personnes (en particulier à faible revenu) ne pourront pas accéder à l'énergie et aux nutriments dont elles ont besoin pour une bonne nutrition : le marketing social ou d'autres initiatives spécialement conçues peuvent être nécessaires pour améliorer les marchés et l'accès aux marchés pour les groupes vulnérables, en particulier, pour leur permettre d'accéder à des aliments nutritifs ou aux produits alimentaires abordables et produits localement.

La protection sociale est l'un des domaines clés qui peuvent influencer le bien-être des populations et aider à assurer une meilleure nutrition. Une de ses fonctions principales est de garantir à ceux qui ont des moyens limités, l'accès à des aliments essentiels et d'éviter la faim et la malnutrition. Les programmes de protection sociale combinent des instruments qui protègent les populations vulnérables contre les risques et les chocs tout en favorisant les moyens de subsistance plus viables. Les politiques de protection sociale — si elles sont coordonnées avec celles comprenant un volet alimentaire et agricole — peuvent aider à augmenter l'impact des systèmes agricoles et alimentaires sur la nutrition. Elles permettent aux personnes vulnérables d'accéder à une aide alimentaire pendant les crises, en offrant des filets de sécurité sociale (qui comprennent l'accès aux échanges en nature ou en espèces et au développement de programmes nationaux de travaux publics), à travers des activités d'alimentation scolaire mises à niveau, grâce à des programmes d'assurance pour les petits agriculteurs pour les protéger contre les crises, et par la protection de la maternité prolongée qui contribue aux possibilités de l'allaitement maternel.

Résumé des débats

QU'EST-CE QUI A ÉTÉ RÉALISÉ ?

- **Planification et suivi**

Parmi les 48 points focaux de gouvernement qui ont participé à la réunion, environ la moitié a indiqué que leur ministère de l'Agriculture participe à leurs plateformes multi-acteurs SUN et pour un quart d'entre eux leur ministère de la protection sociale participe à leurs plates-formes-acteurs SUN. Les ministères de l'agriculture et de la protection sociale dans la plupart des pays mettent en œuvre des programmes qui en soi, contribuent à renforcer la nutrition. Les trois quarts des points focaux participants ont déclaré que leurs pays mettent en œuvre des programmes conjoints interministériels qui combinent la sécurité alimentaire, la protection sociale, l'éducation et parfois aussi des interventions spécifiques à la nutrition. Il semble que les gouvernements des pays SUN adoptent de plus en plus ce type d'approches intersectorielles, même si le renforcement des capacités est nécessaire pour promouvoir la coordination intersectorielle et la planification intégrée, le suivi et l'évaluation.

Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) encourage les secteurs à harmoniser les plans au regard du cadre de résultats du PDDAA qui vise à parvenir à la sécurité alimentaire et la nutrition. Cette initiative renforce la coordination.

La protection sociale est complexe et multisectorielle par nature : de plus en plus de pays élaborent ou révisent leur politique ou stratégie de protection sociale en y intégrant des aspects nutritionnels. Les indicateurs de nutrition sont de plus en plus intégrés dans les cadres de résultats de protection sociale.

- **Exemples**

Les interventions agricoles et de protection sociale sont souvent intégrées à travers les régimes d'assurance offerts aux petits exploitants ainsi que par la distribution des actifs agricoles, y compris des semences et des engrais à des familles rurales vulnérables. En effet, dans de nombreux pays, la plupart des personnes vulnérables à la malnutrition vivent dans les zones rurales. Ils sont les bénéficiaires ciblés par les programmes de protection sociale. Ces programmes comprennent généralement des composants visant à générer des revenus grâce à une meilleure productivité agricole. De nombreux pays ont mis au point des programmes pour aider à améliorer la productivité agricole, qui sont également conçus pour aider à réduire la pauvreté et améliorer l'accès des pauvres à des aliments nutritifs. Les activités soutenues par ces programmes comprennent a) l'établissement d'un lien entre l'augmentation de productivité des petits exploitants et les programmes d'alimentation scolaire (jardinage et cantines scolaires — souvent en collaboration avec les ministères de l'éducation) ; b) la promotion de la production de produits laitiers en reliant les producteurs de lait aux usines de transformation et aux marchés, souvent par le biais des coopératives, ou c) l'amélioration de l'emploi des groupes vulnérables (souvent par le biais des programmes d'emploi qui sont conçus pour être accessibles aux femmes issues des ménages les plus pauvres).

Les programmes de **protection sociale** ont tendance à inclure les transferts de fonds pour ceux qui ont besoin de soutien parce qu'ils ont perdu des biens ou des revenus, ou les deux ; et à inclure l'amélioration de l'accès aux services essentiels (crédit, soins de santé ou soutien juridique). Dans les différentes sessions de la réunion, il n'y avait que quelques références aux questions sexospécifiques, d'emploi et de nutrition. Une grande partie de la discussion sur la protection sociale portait sur les questions liées aux conditions attachées aux transferts en espèces.

En ce qui concerne les aspects agricoles, les participants aux différentes sessions de la réunion ont estimé que la promotion de la diversification de la production et de l'alimentation est l'un des principaux résultats à travers lesquels l'agriculture contribue à la nutrition. Il en a été ainsi, même si mention a également été faite de l'enrichissement des aliments ou de la bio-fortification. La promotion de pratiques et de produits agricoles locaux est également une priorité pour plusieurs pays. Certains participants ont souligné le rôle important joué par les agents de vulgarisation en milieu rural dans la promotion du changement de comportements chez les petits exploitants.

QUE RESTE-IL À FAIRE

- **Coordination**

Plusieurs pays ont mentionné la nécessité d'assurer la coordination entre les différentes initiatives pour la sécurité alimentaire, la nutrition et/ou la protection sociale. Un exemple, en Afrique de l'Ouest, est l'importance de la coordination entre AGIR (l'Alliance mondiale pour la Résilience), les projets régionaux (tels que les projets mis en œuvre par le CILSS (Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel) et des projets spécifiques financés par un donateur ou un autre.

- ***Planification et suivi***

La majorité des pays ont fait état de leur désir de promouvoir l'intégration des indicateurs de nutrition dans leurs plans d'investissement agricoles. Mais il faut faire davantage d'efforts pour définir les approches contribuant à la nutrition — quelles sont-elles ?, quelles sont leurs exigences en matière de planification ?, et comment les programmes contribuant à la nutrition peuvent-ils le mieux être mis en

œuvre ? Le niveau d'importance accordé aux systèmes de production alimentaire dans les plans et programmes de nutrition doit être accru, et les différents liens entre la production et la consommation devraient recevoir une plus grande attention. Les interventions relatives aux systèmes alimentaires devraient également faire plus attention aux défis de la sécurité alimentaire.

Il a été estimé que la perspective du genre n'a pas toujours été prise en compte dans les investissements agricoles ou les programmes de garantie de l'emploi. Les activités agricoles nécessitent souvent un travail manuel intensif qui est parfois incompatible avec les pratiques concernant les soins aux enfants. Cela est particulièrement le cas pendant les saisons où les femmes doivent travailler pendant de longues heures, où les aliments à apport énergétique et nutritionnel sont difficiles à obtenir, et les enfants sont particulièrement à risque de maladies infectieuses (ces trois situations coexistant fréquemment dans les zones rurales).

- **Exécution**

Certains pays ont souligné le fait que la croissance de la production agricole ne se traduit pas par une croissance de la nutrition, et fait valoir que certains programmes se concentrent trop sur la production, mais pas assez sur la promotion de la qualité et la diversification de la production ainsi que des changements de comportement chez les consommateurs.

Certains participants ont souligné la nécessité d'avoir un recueil d'exemple de bonnes pratiques pour les événements internationaux de nutrition à venir.

QU'EST QUI POSE PROBLÈME ?

- **Coordination :**

L'existence de dispositions claires et des cadres de coordination qui permettent aux ministères de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche, du Genre, des Affaires féminines et de l'enfance ou de la Protection sociale de se mettre d'accord sur des objectifs et cibles communs, hiérarchiser les actions, et de suivre et évaluer la mise en œuvre en synergie, aide les gouvernements à optimiser l'impact.

L'amélioration de la coordination intersectorielle a été identifiée comme un défi majeur. Le degré de collaboration varie d'un pays à l'autre. Il a été relevé que le niveau élevé d'interactions qui sont nécessaires entre les secteurs nécessite beaucoup de temps, d'autant que les secteurs de la santé, de l'agriculture et de la protection sociale peuvent avoir des intérêts contradictoires qui peuvent entraver la coopération. Dans ce contexte, la participation de hauts responsables était essentielle au succès et à la durabilité du processus.

- ***Planification et suivi***

Les pays insistent sur l'importance de l'élaboration d'un cadre commun de résultats pour renforcer les liens entre les différents secteurs qui contribuent à la nutrition, et d'avoir des cadres de S & E intégrés en place. Cependant, très peu de pays ont mis en place des commissions de S & E ou des groupes de travail communs.

- ***Exécution***

Il a été relevé que, malgré l'existence de plans communs, le manque de capacités humaines et de ressources pour les mettre en œuvre est une contrainte importante.

DÉTAILS DE LA DISCUSSION

- **Engagement de l'agriculture et de la protection sociale dans les plateformes multi-acteurs de nutrition**

Au *Nigeria* la collaboration entre les ministères de la Santé et de l'Agriculture existe à un niveau très élevé et s'est améliorée dans les derniers mois. Une plateforme des Nations Unies au *Mozambique* contribue à coordonner les efforts pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Les ministères de la Santé et de l'Agriculture travaillent ensemble au *Rwanda* pour améliorer l'accessibilité aux aliments en particulier pour les personnes vivant avec le VIH, et pour fournir un soutien aux gouvernements locaux pour une meilleure mise en œuvre du programme. Le leadership du gouvernement et la participation des partenaires de développement dans la sécurité alimentaire et la nutrition est en augmentation au *Swaziland*, mais le repérage des différentes parties prenantes impliquées et de leurs responsabilités respectives reste une préoccupation majeure. La *Zambie* a développé plan national de nutrition avec la participation de cinq ministères clés, dont deux ont signé un protocole d'entente. En *Zambie* une politique agricole est en projet, la société civile étant impliquée dans son examen. Le ministère de l'Alimentation et l'Agriculture (MAE) et le ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale (MoGCSP) sont membres du Groupe de planification intersectorielle au *Ghana*.

Le *Zimbabwe* ressuscite les comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des districts. Ces comités sont présidés par le ministère de l'Agriculture et comprennent généralement les services sociaux, le ministère de la Santé, les Nations Unies et d'autres partenaires de développement. Après la participation de la *Sierra Leone* à l'itinéraire d'apprentissage au Sénégal, le gouvernement travaille avec des partenaires (FAO) et les donateurs (Allemagne) à l'intégration des indicateurs de nutrition dans les différents plans, y compris ceux ayant trait à l'agriculture, et du nouveau personnel est recruté au sein du ministère de l'Agriculture pour se concentrer sur la nutrition. Le Département de la sécurité alimentaire et la nutrition du ministère de l'Agriculture au *Liberia* est membre du Comité national de coordination de la nutrition. Au *Malawi*, le ministère de l'Agriculture est pleinement engagé dans toutes les activités SUN de niveau communautaire, tandis que le ministère du Genre, en charge de la protection sociale, n'est pas encore impliqué en particulier au niveau du district. L'Université Cornell appuie le Bureau du Premier ministre de *l'Ouganda* dans la facilitation d'une approche multisectorielle de la nutrition qui rassemble des partenaires et s'accorde sur les systèmes à mettre en place. Les équipes de coordination inter institutionnelle de la nutrition au *Kenya* se concentrent principalement sur la sécurité alimentaire, mais font des efforts d'intégrer la nutrition.

Un groupe de travail technique sur le retard de croissance a été formé au *Sud-Soudan*, et il est constitué de membres du gouvernement et des partenaires de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le ministère de l'Agriculture est encouragé à s'y joindre. Au *Niger*, outre le Comité directeur interministériel de l'Initiative 3N, il existe 3 principaux cadres de coordination qui incluent la protection sociale, l'agriculture et la protection sociale : le programme 3N (visant à diversifier la production agropastorale et la pêche), le programme 4 (visant à améliorer l'état nutritionnel) et le programme 5, qui a coordonné les programmes 3 N et 4). En *Guinée Conakry*, le ministère de la Santé a participé à l'élaboration du plan d'investissement agricole et de la sécurité alimentaire qui intègre la nutrition. De même, l'élaboration de la politique nationale de nutrition avait requis la participation du Ministère de l'Élevage et de l'Agriculture, du ministère des Affaires sociales et du ministère de la Planification.

Au [Burkina Faso](#), le Conseil national pour les consultations sur la nutrition (plateforme SUN) comprend un volet agriculture, sécurité alimentaire et protection sociale. Il est prévu que le nouveau président et le gouvernement de la [Guinée Bissau](#) continuent d'accorder une priorité élevée à la nutrition. L'examen prévu du programme de sécurité alimentaire devrait conduire à la création d'un mécanisme de coordination pour la sécurité alimentaire au niveau national. Bien que les secteurs de la protection sociale et de l'agriculture ne fassent pas partie de la plateforme multisectorielle SUN au [Mali](#), la politique nationale de nutrition et le plan d'action multisectoriel récemment lancé comprend des ministères associés à ces deux secteurs depuis le début, qui font partie du comité de coordination. Au [Bénin](#), le Conseil national de l'alimentation et de la nutrition rassemble différents ministères (Santé, Agriculture, Industrie, Finance, Éducation) et la société civile et promeut une action multisectorielle coordonnée. Un comité multisectoriel de suivi de la mise en œuvre du plan de développement agricole a été mis en place au [Burundi](#), ainsi qu'un comité technique, qui implique les ministères de la Santé, l'Agriculture, l'Éducation et le Développement communautaire, la FAO, le PAM et World Vision.

Le gouvernement des [Comores](#) a mis en place un comité de nutrition provisoire qui préparera la mise en place et la mise en œuvre d'une plateforme multisectorielle et le lancement du Mouvement SUN. La Cellule de lutte contre la malnutrition au [Sénégal](#) est composée de tous les secteurs couverts par cette conférence et la société civile ainsi que le secteur privé sont également représentés. En [Mauritanie](#), le Conseil technique permanent qui comprend différents organismes gouvernementaux et la société civile est chargé de coordonner les efforts nationaux pour renforcer la nutrition. Les intervenants des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture au [Pakistan](#) sont engagés dans la nutrition au niveau des États et des provinces, où ils sont impliqués dans les comités de pilotage et les groupes de travail constitués au cours de la dernière année. Le Cabinet du Premier ministre de la [République kirghize](#) a créé le Groupe de travail intersectoriel pour la nutrition, qui a différents volets dont la santé, la protection sociale, l'agriculture, les finances, avec la participation des ministres du commerce et de l'éducation, ainsi que des groupes issus du milieu académique. Les ministères de l'Agriculture et de la Protection sociale sont les membres du Comité directeur de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition au [Népal](#). Le ministère de l'Agriculture participe à la plateforme multi-acteurs au Tadjikistan.

Le [Bangladesh](#) a récemment rédigé des termes de références (TdR) pour le comité de pilotage multisectoriel avec la participation de sept ministères, y compris de la protection sociale et l'agriculture. La [Mission du Mahārāshtra](#) a récemment commencé à travailler avec le Département de l'agriculture au niveau de l'État et l'Institut indien de technologie (IIT) a également commencé à travailler sur les questions relatives aux liens entre la nutrition et de l'agriculture. Un décret présidentiel a mis en place le cadre politique SUN en [Indonésie](#) engageant 13 ministères, avec les ministères de l'Agriculture, des Affaires sociales et de la Marine et des Pêches. Les ministères de l'Agriculture et de la Protection sociale sont des membres de l'organe de coordination de haut niveau du Groupe de travail pour l'alimentation, la nutrition et la sécurité alimentaire au [Myanmar](#). Le [Pérou](#) a adopté en 2012 le Comité intersectoriel sur la sécurité alimentaire et la nutrition, qui comprend les ministères de l'Agriculture et de l'Irrigation, de la Pêche, du Développement et l'Inclusion sociale, de la Santé avec la participation des représentants des gouvernements régionaux et locaux, ainsi que d'une Commission multisectorielle temporaire pour soutenir l'agriculture familiale. Cette commission travaille sur l'élaboration d'un plan stratégique pour favoriser une agriculture familiale compétitive.

- **Planification intégrée multisectorielle :**

Les indicateurs pour l'alimentation et la nutrition ont été intégrés dans les plans d'investissement agricoles au [Rwanda](#). Le pays se dirige maintenant vers l'amélioration du contrôle et du suivi des questions liées à la nutrition, en particulier dans la deuxième phase du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) un projet de politique agricole avec un accent sur la nutrition a été développé au [Swaziland](#). Ce pays a identifié l'harmonisation des plans sectoriels comme une priorité. La nutrition, en particulier pour les personnes vulnérables, est entièrement intégrée dans la politique agricole en [Zambie](#). Une matrice des résultats communs est en cours d'élaboration au [Ghana](#) et comprendra un cadre de S & E avec des objectifs, des indicateurs et des cibles consensuels pour l'agriculture et la protection sociale. Le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture au [Ghana](#) a réalisé plusieurs évaluations dans le but de déterminer les capacités du secteur de l'agriculture à soutenir la nutrition, qui seront suivies par l'intégration de la nutrition dans le plan d'investissement national commun à différents secteurs.

Le plan d'investissement dans l'agriculture du [Zimbabwe](#) (ZAIP) contribue à la nutrition, aborde les questions sexospécifiques et l'agriculture intelligente face au climat, qui sont toutes reflétées dans ses objectifs. Le [Zimbabwe](#) élabore actuellement une proposition pour l'inclusion des cultures renforcées et de l'élevage dans le programme de protection sociale, et met à jour une réglementation du travail en vue de relocaliser la protection de la maternité dans le ministère de la Santé. Le programme détaillé du Cabinet du Président pour améliorer l'alimentation, la nutrition et la sécurité grâce à l'agriculture, l'agro-industrie et la pêche en [Sierra Leone](#) s'occupe de la disponibilité, l'accessibilité, le revenu, les routes, les marchés, l'utilisation, la santé, l'après-récolte, l'économie et la conservation des sols. Le Programme d'investissement du secteur de l'agriculture du Liberia (LASIP) est le programme d'investissement établi à partir CADDP au [Liberia](#) qui comprend la sécurité alimentaire et la nutrition comme un domaine prioritaire.

La [Gambie](#) a inclus les objectifs de nutrition dans son plan d'investissement dans l'agriculture et dans d'autres plans et mène une réflexion sur les indicateurs à utiliser. Le [Malawi](#) a développé une approche sectorielle de l'agriculture qui repose sur trois piliers, qui sont tous orientés vers la nutrition. Le Programme national de développement de l'agriculture en [Côte d'Ivoire](#) en tant que tel ne mentionne pas la nutrition, mais fait souvent référence à la politique de la nutrition et cet élément est largement présent dans les réunions de coordination. Lorsque le cadre commun de résultats sera mis en œuvre, la nutrition sera effectivement intégrée. Au [Niger](#), l'Initiative 3N est le principal document de coordination des interventions en matière d'alimentation, de nutrition et de protection sociale. Elle comprend un ensemble d'objectifs communs. La nutrition est intégrée dans la politique et le plan stratégique du ministère de la Santé du [Togo](#). La sécurité alimentaire et nutritionnelle est prise en compte dans le Plan national d'investissement agricole (PNIA) au [Cameroun](#).

Le partenariat REACH (Renouveler les efforts de lutte contre la faim et la sous-alimentation chez l'enfant) soutient le développement d'un plan de nutrition multisectoriel au [Mali](#) à travers un processus dans lequel les différents ministères ont été impliqués. Un cadre harmonisé d'objectifs communs entre la sécurité alimentaire et la nutrition, avec des indicateurs convenus, a été développé au [Tchad](#). L'alimentation, l'agriculture, l'approvisionnement en eau et la protection sociale sont tous impliqués dans la note d'orientation de politique multisectorielle pour les provinces et les régions élaborée au [Pakistan](#). Les objectifs fixés ont été inclus dans la section de l'agriculture du Plan d'action multisectoriel du Yémen. En [République démocratique populaire lao](#) le Plan d'action multisectoriel pour la sécurité alimentaire et la nutrition (Plan de convergence) est le cadre commun de résultats et hiérarchise les interventions de différents secteurs, notamment de l'agriculture, de la protection sociale, de l'eau et de

l'assainissement. Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition 2011-2015 et les plans connexes au niveau provincial et de district en [Indonésie](#) comprennent des indicateurs de retard de croissance et de la consommation alimentaire. Les secteurs de l'agriculture et de la protection sociale ont participé activement à la préparation du Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition pour 2011-2015 au [Myanmar](#).

Les secteurs de la protection sociale et de l'agriculture ont été engagés dans l'élaboration du Plan stratégique multisectoriel pour la sécurité alimentaire et la nutrition d'[El Salvador](#). Le ministère de l'Agriculture du [Pérou](#), avec le soutien d'autres ministères (comme le MIDIS) et de la société civile, a dirigé l'élaboration de la Stratégie nationale de sécurité alimentaire, qui vise à assurer que la population satisfasse en tout temps ses besoins nutritionnels. La nutrition est la clé de cette stratégie, qui met l'accent sur l'alimentation et les personnes et adopte une approche de chaîne de valeur. Le plan entend établir un pont entre l'agriculture traditionnelle et industrielle.

- **Collaboration entre l'agriculture, la protection sociale et la santé dans la mise en œuvre :**

La collaboration entre les ministères de l'Agriculture et de la Santé au [Nigeria](#) se concentre sur l'augmentation de la consommation d'aliments riches en énergie, et la promotion des initiatives relatives aux micronutriments et à la biofortification. La politique nationale menée par le ministère de la Santé au [Ghana](#) est fortement orientée vers l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le [Zimbabwe](#) met en œuvre des transferts de fonds harmonisés qui comprennent des indicateurs et objectifs de nutrition à l'avantage des plus vulnérables. La [Sierra Leone](#) élabore des lignes directrices d'éducation alimentaire pour aider à augmenter la demande de produits locaux dans le pays et stimuler la production à haute valeur nutritive. Au [Liberia](#), les ministères de l'Agriculture et de la Santé forment des agents de vulgarisation pour la sensibilisation sur les messages essentiels de nutrition et la mise en place des jardins potagers dans les centres de prise en charge contre la malnutrition.

L'[Ouganda](#) a entrepris une initiative multisectorielle entre les ministères de l'Agriculture, de la Santé et de l'Éducation, qui travaillent ensemble pour se concentrer sur la production d'aliments et encourager la consommation d'aliments nutritifs dans les écoles primaires, et travaillent également avec les agriculteurs locaux pour produire des aliments riches en nutriments et promouvoir de meilleures pratiques de consommation. La sécurité alimentaire, la protection sociale et la concentration sur les 1000 jours les plus décisifs sont le centre d'intérêt en [Éthiopie](#). Le ministère de l'Agriculture du [Kenya](#) vise les pauvres avec des subventions à des groupes et écoles d'agriculteurs pour améliorer la production.

L'initiative AGIR qui vise à promouvoir la résilience est en cours dans les pays comme la [Guinée-Conakry](#) et le [Burkina Faso](#), où elle fait la promotion de la mise en place d'une plateforme multisectorielle, avec une feuille de route nationale. Le Plan stratégique de sécurité alimentaire (2015-2019) de la [Guinée Bissau](#) est en cours d'élaboration et fera la promotion de la disponibilité et de la consommation et des aliments nutritifs, ainsi que du revenu familial. Les autorités politiques et administratives compétentes du [Bénin](#) pilotent la mise en œuvre de l'éducation nutritionnelle pour les femmes, des démonstrations culinaires, des visites à domicile pour les enfants souffrant de malnutrition, et la promotion des aliments à haute valeur nutritionnelle. Dans ce pays, le projet multisectoriel de santé de nutrition fournit un cadre de coopération entre l'agriculture, la santé et le secteur des affaires sociales, des producteurs et des ONG, sous les auspices du maire. Au [Sénégal](#) la protection sociale des agriculteurs est dans une

phase pilote dans deux régions. Un cadre commun de résultats existe à [Madagascar](#), ainsi que le plan national de suivi et d'évaluation.

La décentralisation de l'agriculture, de l'éducation et de la santé au niveau provincial au [Pakistan](#) donne une occasion d'échange et d'apprentissage dans les ministères. Au [Népal](#), le personnel spécialisé dans les domaines de l'eau et l'assainissement, l'enfance, l'agriculture et la santé, se réunit régulièrement au niveau du district pour discuter des plans, échanger sur les réactions concernant la mise en œuvre ainsi que pour planifier des actions communes. Les donateurs et le Gouvernement du [Tadjikistan](#) ont développé une initiative conjointe pour la sécurité alimentaire et la nutrition qui est basée sur quatre piliers, dont un sur la sécurité alimentaire. Il est nécessaire d'examiner davantage l'accessibilité aux aliments, la stabilité des prix et la nutrition. Au [Bangladesh](#) les secteurs de la protection sociale et de l'agriculture travaillent ensemble pour contrôler, coordonner et mettre en œuvre le plan d'action de politique alimentaire nationale et le plan d'investissement national. Dans l'État indien du [Mahārāshtra](#), des repas supplémentaires sont distribués aux femmes enceintes durant le dernier trimestre de grossesse et des plans gouvernementaux visent leur expansion ; les cuisines communautaires sont mises en place pour fournir des aliments à faible coût aux femmes et aux enfants, ouvrant la voie à l'engagement des OSC et du secteur privé à les financer.

Le [Guatemala](#) a finalisé l'évaluation de l'impact de la mise en œuvre du Plan Faim Zéro dont les résultats seront rendus publics prochainement.

- **Agriculture contribuant à la nutrition :**

Les services publics de vulgarisation du [Mozambique](#) utilisent un livret pour promouvoir l'agriculture contribuant à la nutrition, interagir avec les écoles de pratiques d'agriculture et aider les femmes à réduire les pertes d'après-récolte. Le [Rwanda](#) met en œuvre des programmes de jardins potagers, produisant des cultures biofortifiées et promouvant le haricot et les pommes de terre enrichies au fer, en particulier pour les plus vulnérables. La FAO appuie la production et des projets liés à la nutrition au [Swaziland](#) qui ciblent des groupes spécifiques comme les enfants, les femmes enceintes et les personnes touchées par le VIH. Le [Ghana](#) compile des informations sur la composition des aliments autochtones au niveau de direction et a mis au point et distribué des matériaux pour renforcer les capacités au niveau des districts pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et a mené une enquête sur la diversité alimentaire. Un plan d'action pour l'intégration de la nutrition dans l'agriculture au [Liberia](#) donne des recommandations parmi lesquelles celle de prendre en charge les cas de retard de croissance pendant les 1000 jours les plus décisifs. Le Programme national d'investissement agricole en [Gambie](#) vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en augmentant la production et la productivité et en améliorant l'état nutritionnel des groupes vulnérables.

La [Tanzanie](#) prépare son plan pour l'agriculture — le premier projet ne couvrait pas la nutrition, mais elle est actuellement plus couverte. Le pays élabore également une feuille de route pour faire participer les parties prenantes dans la nutrition avec pour priorité, de faire de la nutrition un investissement contribuant à l'agriculture. Le Programme national de développement agricole en [RDC](#) a une composante nutrition. Il met l'accent sur l'enrichissement des semences et des aliments, la sensibilisation des organisations agricoles pour améliorer la nutrition des ménages, la diversification alimentaire par une facilitation des échanges entre les différents systèmes alimentaires existants, et l'adaptation au changement climatique.

Au [Bénin](#), la plupart des programmes agricoles mis en œuvre avec l'appui des donateurs ont mis l'accent sur la production, et n'ont pas accordé assez d'importance à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Plan national d'investissement du [Tchad](#) pour le secteur rural est en cours de finalisation et comprend un programme transversal qui met l'accent sur la sécurité alimentaire, la nutrition et le renforcement de la résilience des ménages. En [République du Congo](#), le Programme national d'investissement agricole et de nutrition est en cours d'élaboration et examinera divers aspects de la nutrition, ainsi que le développement de la pêche, la promotion de la recherche et l'innovation, ou le développement des capacités nationales. La nutrition a été intégrée dans le plan d'investissement national dans l'agriculture au [Burundi](#), qui comprend des interventions telles que la promotion de jardins potagers. La mise en œuvre de ce plan a entraîné une augmentation de la production alimentaire dans la période 2011-2013, qui a contribué à une réduction des taux de malnutrition nationale. Les programmes sectoriels du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche à [Madagascar](#) sont alignés au PDDAA et couvrent trois objectifs, dont l'un est la nutrition et la réduction des risques pour les plus vulnérables (à travers la création d'emplois agricoles et non agricoles et le développement de l'assistance sanitaire).

Les activités de nutrition incluses dans le plan de l'agriculture au [Yémen](#) comprennent la production de cultures riches en éléments nutritifs, l'élevage à petite échelle, les entrepôts de traitement adéquats, la diversification de la production, les jardins potagers, les programmes de sensibilisation à la diversité alimentaire, les habitudes alimentaires et le S & E.

À titre de résultat d'une coopération entre les ministères de l'Agriculture et de la Santé et la FAO, [El Salvador](#) et le [Costa Rica](#) ont mis au point le Programme de l'agriculture familiale, qui favorise les changements dans les habitudes alimentaires et la diversification de la production. Le [Guatemala](#) a développé un programme similaire, appelé Programme de l'agriculture familiale en milieu rural, qui est lié aux centres d'apprentissage pour le développement rural (CADER) et applique une approche globale, en coordination avec les commissions municipales pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le [Costa Rica](#) cherche à accroître la productivité agricole, principalement de produits qui font partie du panier alimentaire de base, en mettant l'accent sur l'optimisation de la production alimentaire nationale et la réduction des importations.

Protection sociale contribuant à la nutrition :

Les transferts de fonds vers les communautés vulnérables et la prise en compte des résultats nutritionnels focalisent de plus en plus l'attention dans les programmes de protection sociale au [Mozambique](#). Le [Rwanda](#) a développé le projet « Une tasse pour chaque famille » qui favorise l'accès des familles vulnérables au fumier et à des liquidités. Un certain nombre de mesures de protection sociale ciblant les femmes et les pauvres agriculteurs de cultures vivrières (par ex. : subventions d'engrais pour les producteurs de cultures vivrières pauvres, élevage en groupe avec des intrants en nature tels que les semences, les services de vulgarisation, les marchés fiables, etc.) sont en place au [Ghana](#). Le gouvernement du [Liberia](#), avec l'appui de l'UNICEF, a élaboré une stratégie de protection sociale ciblant les enfants, les groupes vulnérables, les personnes âgées et autres personnes vulnérables aux chocs. Dans ce pays, un programme de sensibilisation communautaire qui comprend les activités de transfert de fonds sociaux et d'éducation à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) a été développé. L'UE mène un programme de transfert de liquidités immédiates en [Gambie](#) tandis que le PAM travaille sur l'alimentation scolaire qui a une composante nutrition.

En [Tanzanie](#), la Banque mondiale soutient les transferts en espèces aux ménages pauvres, tandis qu'un cadre de protection sociale (qui s'attellera à mettre davantage l'accent sur la nutrition) est en cours de révision par le ministère des Finances. Le lien entre la protection sociale et la nutrition n'est pas clair au [Kenya](#), mais des efforts sont en cours dans ce sens. Cependant, des initiatives intéressantes sont en

cours, comme le ciblage des ménages, la formation et les démonstrations culinaires ainsi que les jardins familiaux établis.

La Stratégie nationale de protection sociale en [Côte d'Ivoire](#) comprend un volet sur la nutrition, en particulier sur le renforcement des cantines scolaires. Le programme de transferts de fonds à des groupes vulnérables (enfants de moins de 5 ans, femmes et familles défavorisées), dirigé par le ministère des Affaires sociales et mis en œuvre conjointement avec le ministère de la Santé au [Togo](#) comprend des indicateurs nutritionnels. La feuille de route pour intégrer la malnutrition chronique dans les plans de protection sociale est en cours de révision au [Cameroun](#). La politique de protection sociale est en cours d'examen au Mali afin de mieux intégrer la nutrition et les régimes alimentaires. Différents éléments de protection sociale et lutte contre la malnutrition sont pris en compte dans les programmes d'urgence (des espèces pour la nutrition) et devront être intégrés dans la future politique nationale de protection sociale en [RDC](#).

En ce qui concerne la protection sociale, la [Guinée Bissau](#) fournit une assistance aux ménages vulnérables, améliore l'accès aux services sociaux, et améliore la prévention et la prise en charge de la malnutrition. La politique nationale d'action sociale dans la [République du Congo](#) comporte un volet sur les transferts sociaux, qui couvre l'amélioration de l'état nutritionnel des populations vulnérables. Le [Burundi](#) a distribué des animaux et des subventions pour les engrais, et facilité l'accès au crédit pour les familles pauvres. Un programme Food for Work (Nourriture pour le travail) a été mis en place à [Madagascar](#), qui comprend la distribution de la nourriture pour les enfants, les femmes qui allaitent et les ménages vulnérables.

Le [Bangladesh](#) renforce ses prévisions nutrition dans les incitations du secteur de la protection sociale, grâce à l'utilisation des résultats et des indicateurs universellement reconnus. Les programmes nationaux d'autonomisation des communautés et des générations saines et intelligentes, qui offre des subventions locales, ainsi qu'un programme de formation pour améliorer la santé et l'éducation dans les communautés pauvres ont contribué à réduire l'insuffisance pondérale chez les enfants en [Indonésie](#).

Le Programme de création d'emplois temporaires au niveau communautaire (GETCO) au [Guatemala](#), qui a été programmé selon un calendrier établi de périodes climatiques critiques, a soutenu les agriculteurs touchés par la rouille du café et la sécheresse en 2012-2013. Ce pays a mis au point un système d'information qui met en réseau les interventions publiques de protection sociale et les relie aux interventions du Plan Faim Zéro. La sécurité sociale au [Costa Rica](#) travaille à la promotion de l'allaitement maternel et sur la fenêtre d'opportunités dans le cadre des 1000 jours les plus décisifs, et se concentre sur le renforcement de la prestation de services de 25 hôpitaux du réseau de sécurité sociale au Costa Rica.

Défis à relever :

Le [Nigeria](#) et le [Mozambique](#) ont l'intention d'améliorer la coordination entre l'agriculture, la santé et la protection sociale pour renforcer la nutrition. Au [Rwanda](#), malgré le Plan stratégique national de l'alimentation et de la nutrition mis en œuvre, les défis de la collaboration entre les circonscriptions existent. Le [Swaziland](#) a identifié la planification inclusive et l'engagement multisectoriel global comme défis majeurs. Le plaidoyer de haut niveau est nécessaire au [Zimbabwe](#) pour l'agriculture, la protection sociale et la santé afin de se mettre d'accord sur l'importance de la coordination. Au [Malawi](#) il existe des groupes de travail techniques qui mettent l'accent sur des domaines différents, mais il doit y avoir une coopération plus étroite afin que les problèmes puissent être abordés au plus haut niveau.

L'*Éthiopie* souhaite élaborer un cadre de redevabilité plus poussé afin de montrer comment les secteurs contribuent à la nutrition et de renforcer les capacités pour une coordination multisectorielle améliorée et une meilleure communication. La *Tanzanie* doit veiller à ce que les comités de district se réunissent régulièrement. La coordination entre les secteurs et entre les parties prenantes au *Soudan du Sud* est un défi à relever.

La *Côte d'Ivoire* pourrait intégrer l'élevage et la pêche dans le Plan national de développement agricole. La coordination des interventions au niveau sous-national et opérationnel est un défi au *Niger*. En *Guinée Conakry*, de nombreuses initiatives sont proposées au niveau sous-régional, pendant qu'une politique nationale de développement agricole en vertu de laquelle ces initiatives sont menées est en place. Des efforts doivent être menés en ce qui concerne la coordination pour éviter le chevauchement des interventions ou les doubles emplois. Plusieurs pays, en particulier dans la *Région du Sahel*, indiquent qu'ils rencontrent des difficultés financières et expriment la nécessité de développer, en collaboration avec les donateurs, des stratégies novatrices pour assurer des plans de mise en œuvre sur le long terme. La participation du secteur privé apparaît comme une opportunité pour les initiatives au *Burkina Faso*.

Assurer l'alignement des partenaires techniques et financiers en rapport avec les plans nationaux est également une priorité dans ce pays. Le *Togo* a besoin de mettre en place un système de S & E intégré. Au *Cameroun* l'existence de structures parallèles qui sont en concurrence ou entre lesquelles des conflits d'intérêt à des niveaux différents peuvent survenir a été identifiée comme un défi, ainsi que la création d'un environnement politique favorable. Le *Mali* vise à intensifier la coordination avec les partenaires, notamment la société civile, qui a un rôle majeur à jouer dans les différents plans. La gestion durable des terres, qui devrait aboutir à l'élaboration d'une loi foncière résolvant les problèmes entre agriculteurs et éleveurs a été identifiée comme une priorité en *Guinée Bissau*.

Le point focal du *Bénin* signale que les ministères souffrent d'un manque de personnel qualifié, surtout au niveau décentralisé. Un défi majeur au *Burundi* est de transformer les stratégies et les plans en actions. Le *Sénégal* souhaite améliorer le S & E des lacunes et de la diversification de la production alimentaire ainsi que l'accessibilité. *Madagascar* vise à développer 22 plans régionaux, améliorer la coordination au niveau local et élaborer une politique nationale multisectorielle. La plateforme multi-acteurs de la *Mauritanie* doit être parachevée et il est nécessaire de renforcer l'engagement politique.

Le *Yémen* accorde la priorité à trouver des réponses aux différentes causes et déterminants de la malnutrition, ainsi qu'à la sensibilisation et au plaidoyer. Le pays estime qu'un fort leadership de la plateforme multi-acteurs est essentiel pour soutenir l'engagement du secteur. La *République démocratique populaire lao* indique l'absence d'indicateurs de nutrition dans la stratégie agricole, les problèmes de coordination au sein de différents secteurs, le manque de compréhension (entre les différents secteurs) de ce qu'est la nutrition, et l'insuffisance de capacité et la disponibilité des ressources comme étant les principaux défis auxquels il est confronté. Le *Myanmar* vise à renforcer les structures gouvernementales et la plateforme multi-acteurs pour la nutrition et à développer des structures opérationnelles dans les secteurs responsables.

Les principaux défis en *El Salvador* sont la sensibilisation des responsables de haut niveau récemment nommés, l'amélioration des capacités d'évaluation et la coordination entre les communautés, les plateformes multisectorielles municipales, départementales et nationales, et l'approbation de la loi sur la souveraineté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le *Pérou* désire renforcer les structures nationales et locales, en particulier dans une année où il y aura des élections au niveau régional. Le

Costa Rica travaille sur la modification de l'article 50 de la Constitution pour établir tacitement le droit à la souveraineté alimentaire. Le pays a identifié l'amélioration de la coordination intersectorielle et des capacités de suivi comme étant des défis à relever.

Nouvelles des réseaux SUN :

— Le Réseau des Nations Unies a effectué une analyse du paysage des outils et des systèmes de soutien du gouvernement dans les systèmes de nutrition et Boston Consulting Group a trouvé au moins 86 systèmes. Les pays intéressés à voir les résultats peuvent demander des informations complémentaires.

— REACH entreprendra une évaluation de la capacité de gouvernance de la nutrition dans 8 pays œuvrant pour la coordination multisectorielle devant être dirigée par les points focaux. L'accent sera mis sur l'identification des lacunes en matière de capacités fonctionnelles dans les plateformes multi-acteurs nationales.

— Comité permanent de la nutrition : Le Groupe d'experts de haut niveau du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale a élaboré un rapport sur la viabilité des pêches et de l'aquaculture pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies a publié un rapport de synthèse de huit études de cas des pays sur le niveau de contribution des politiques agricoles et alimentaires à la nutrition. Une de ses conclusions est le manque de concentration sur le surpoids et l'obésité.

— Le Réseau du secteur privé SUN élabore une boîte à outils qui mettra en valeur les meilleures pratiques et études de cas de la participation du secteur privé au renforcement de la nutrition. Les pays sont invités à entrer en contact avec le Réseau du secteur privé SUN. Ils peuvent demander des contacts à travers le Secrétariat SUN, qui mettra en liaison les pays SUN intéressés avec le Réseau du secteur privé.

— Le Réseau de la société civile œuvre à recueillir des études de cas sur la contribution de la société civile à la nutrition, et demande aux pays de bien vouloir échanger avec eux tout élément d'information à cet égard.

2) Information sur les priorités du Secrétariat du Mouvement SUN en 2014 :

Les priorités mentionnées par le Secrétariat sont :

a) Le suivi des progrès accomplis dans les pays du Mouvement SUN 2013-2014 : les plateformes multi-acteurs des pays SUN sont invitées à organiser des ateliers de suivi au début de mai et de procéder à des auto-évaluations structurées de progrès accomplis. Les rapports doivent être envoyés au Secrétariat avant le 16 mai aux fins de consolidation et d'intégration dans le Rapport d'activités du Mouvement SUN 2014 qui doit être achevé d'ici la fin du mois de juin. Ils seront présentés au Groupe principal en septembre 2014 et feront l'objet de discussions lors de l'Assemblée mondiale du Mouvement SUN en novembre ;

b) L'assistance des pays SUN pour la prévention et la gestion des conflits d'intérêts au sein de plateformes multi-acteurs et pendant la mise en œuvre : une note de référence et une boîte à outils ont

été produites à la suite des consultations organisées par l'Observatoire social mondial. Ces documents sont en cours d'évaluation en contexte de pays (évaluation terminée pour le Ghana, devant être suivie par celle du Kenya, ensuite, d'El Salvador et enfin, de l'Indonésie).

c) La deuxième Conférence internationale sur la nutrition aura lieu à Rome du 19 au 21 novembre et sera précédée par la prochaine Assemblée mondiale du Mouvement SUN (16 au 18 novembre).

d) La cinquième réunion du Groupe principal du Mouvement SUN a eu lieu le 15 avril par téléconférence : elle a soutenu les travaux effectués par le Secrétariat en vue de la création du Groupe d'experts au sein du Mouvement et a approuvé les termes de référence pour une évaluation complète et indépendante du Mouvement devant être terminée vers décembre 2014 et être suivie des Perspectives d'avenir du Mouvement. Le rapport préparé pour le Groupe principal [État du Mouvement SUN, avril 2014) est disponible sur le site Web de Mouvement SUN :

<http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/04/140417-State-of-the-SUN-Movement-Progress-Report-ENG.pdf>

Le Secrétariat fera circuler une note sur la Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2) et l'Assemblée mondiale du Mouvement SUN 2014 dans bientôt : Elle comprendra des renseignements sur la façon dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle est traitée au sein du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable qui œuvre de plain-pied à New York et qui produira ses recommandations (sur les objectifs, les cibles, les moyens de mise en œuvre, le suivi et les rôles du système des Nations Unies) pour examen et approbation éventuelle par tous les États membres avant la fin de 2015. On gagnerait à s'assurer que les résultats de la CIN 2 (soutenue par la rencontre mondiale du Mouvement SUN) contribuent aux travaux sur la nutrition dans le cadre du programme de développement après 2015 et vice-versa.